

FUITE DE CAPITAUX DE L'ALGÉRIE VERS L'ESPAGNE

Le procès en appel attendu pour le 19 février

Le procès en appel de l'affaire dite «transfert illégal» de capitaux de l'Algérie vers l'Espagne aura lieu le 19 février prochain, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Un procès qui interviendra après les lourdes peines prononcées en première instance par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au total, ils étaient 53, parmi eux des hommes d'affaires, des commerçants et des passeurs de devises, poursuivis notamment pour les chefs d'inculpation de «blanchiment et transfert illégal de capitaux vers l'étranger en violation de la loi sur les changes et les mouvements de capitaux».

A l'origine du déclenchement de cette affaire, une liste «noire» où figuraient 43 Algériens suspects d'appartenir à un réseau transfrontalier de soutien financier au terrorisme et au crime organisé, transmise par les autorités espagnoles à l'Algérie. C'était en août

de l'année 2009, et ce, dans le cadre de la coopération judiciaire établie entre les deux pays.

L'enquête, confiée à la brigade judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger, a abouti selon l'arrêt de renvoi à la définition de la traçabilité des fonds transférés par des Algériens vers le marché ibérique.

Selon l'accusation, plus de 900 millions d'euros ont été transférés d'Algérie vers l'Espagne, où ils ont alimenté, en cash, des transactions d'import-export ou carrément blanchies, en fin de circuit, dans l'immobilier. Les investigations menées dans une première étape par les autorités judiciaires espa-



Photo : DR

De lourdes peines ont été prononcées en première instance.

gnols étaient basées sur la fréquence des entrées-sorties et des déclarations de devises faites par les voyageurs algériens auprès

des Douanes espagnoles ainsi que la masse de ces capitaux ramenés d'Algérie, en bagages à main, par avion ou par bateau.

A. B.

TIZI-OUZOU

Les citoyens d'Adrar ferment le siège de l'APC d'Iflissen

Pour protester contre ce qui leur semble être une marginalisation de leur village, les habitants d'Adrar, dans la commune d'Iflissen, ont procédé, depuis mercredi, à la fermeture du siège de leur APC. D'après les représentants du comité de village, «Adrar n'a bénéficié d'aucun projet, et ce, depuis l'indépendance». Ces citoyens issus d'un village qui a payé un prix fort pendant la révolution, pour ne pas dire que la plupart d'entre eux sont, soit fils ou petits-fils de chahid ou de moudjahid, ont, après avoir tant attendu, décidé de passer à la vitesse supérieure : paralyser la mairie d'Iflissen. Parmi leurs principales revendications, figurent le revêtement de la route menant au village, la construction d'un réseau d'assainissement et le bitumage des ruelles de l'agglomération. Il faut dire que la commune d'Iflissen, avec ses 38 villages et sans aucune ressource propre, a toujours été un véritable casse-tête chinois pour tous les maires qui se sont succédé depuis l'indépendance du pays. Malgré des efforts colossaux fournis ces dernières décennies par les différentes APC qui ont eu à gérer cette municipalité, il n'en demeure pas moins que le retard cumulé dans le développement de l'ensemble des localités de cette commune demeure toujours visible et difficile à rattraper. Devant cet état de fait, la rumeur a toujours joué un bon rôle dans ce genre de contestation. Certains citoyens d'Adrar, dont les revendications sont légitimes et incontestables, ont été induits en erreur par la désinformation, comme cette histoire d'un projet de revêtement, sur 17 kilomètres, de la route du village que le maire aurait détourné et, bien sûr, l'absence de communication a fait le reste. A vrai dire, cette population a trop souffert et souffre encore. Rien qu'à voir l'état de la route menant à leur village, l'on se demande si ces citoyens n'ont pas été assez patients. Après avoir fermé la mairie d'Iflissen mercredi jeudi, une délégation a été enfin reçue par le chef de daïra de Tizirt en présence du maire d'Iflissen. Pour ce dernier qui s'est engagé sur ce qu'il pourrait faire dans l'immédiat, à savoir le gabionnage du cimetière du village, objet d'un glissement de terrain, une autre revendication des villageois, ou encore la construction d'une tranche du réseau d'assainissement et le colmatage des multiples nids-de-poule, n'a pu s'aventurer à donner des promesses pour ce qui relève du sectoriel, donc dépendant de la volonté de l'administration. «J'ai demandé au ministre des Travaux publics, lors de sa venue à Tizirt, le revêtement de six kilomètres. Bien avant, j'ai aussi saisi la DTP.» Le maire d'Iflissen a aussi cité un autre village, Iguer Tala, dont l'état de la route y menant serait dans le même cas que celui d'Adrar. Quant au chef de daïra, il leur aurait promis de faire tout son possible pour inscrire le projet de revêtement de la route défectueuse dans l'exercice de l'année en cours. Enfin, les contestataires, qui ont remis un compte rendu à une délégation en mission à la daïra et à la mairie, ont décidé de la tenue, dans la soirée de jeudi, d'une assemblée générale de tous les villageois, afin de décider de la suite à donner à leur mouvement. «On ne peut prendre seuls la décision de suspendre ou pas le mouvement. Le dernier mot revient à l'ensemble des villageois», ont-ils expliqué.

K. Bougdal

AFFAIRE DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION DE BOUIRA

Trois responsables et un partenaire condamnés

L'affaire des œuvres sociales de l'éducation de la wilaya de Bouira, qui a défrayé la chronique durant l'été 2008, a connu son épilogue ce jeudi au niveau de la cour de Bouira.

Des peines de prison ferme ont été prononcées contre trois responsables ; l'ex-président des œuvres sociales et ses deux prédécesseurs, ainsi que le gérant d'une agence touristique qui louait des campings familiaux. Pour rappel, cette affaire a éclaté au lendemain du scandale qui avait éclaboussé la Direction de l'éducation durant l'été 2008

où plusieurs affaires de corruption et de mauvaise gestion avaient été révélées au grand jour par les syndicalistes du Cnapest.

Après l'éclatement de ce scandale, la tutelle avait suspendu le bureau des œuvres sociales de la wilaya de Bouira et gelé ses activités. Il était retenu contre cette direction plusieurs griefs, dont la mauvaise ges-

tion et le détournement de deniers publics. Cette affaire, qui concerne la gestion des œuvres sociales pendant la période allant de 2003 à 2008, avait amené, à plusieurs reprises, le syndicat des enseignants du secondaire, le Cnapest, à interpellier le ministère de la Justice à activer la procédure et déferer devant la justice les mis en cause.

Finalement, ce furent au total plus de 35 personnes qui avaient comparu devant le tribunal de Bouira. Après le premier verdict prononcé

à l'encontre de plus de 20 personnes, des recours avaient été introduits, et la cour de Bouira a fini, lors du procès en appel, par prononcer ce jeudi, un non-lieu pour la majorité d'entre elles.

Seuls le premier responsable à l'époque des faits, ses deux prédécesseurs et le gérant d'une agence touristique qui louait des campings familiaux au profit des travailleurs de l'éducation avaient écopé chacun d'un an de prison ferme.

Y. Y.

SÉTIF ENCORE SOUS LE CHOC

Vague d'indignation après le meurtre du petit Abderaouf

Après l'émotion, c'est l'indignation qui prend le pas à Sétif suite au meurtre, mardi dernier en plein jour, d'un jeune garçon âgé de cinq ans et demi (il est né en juin 2006) dans des conditions des plus atroces.

Abderaouf a été égorgé devant sa maman ainsi que des dizaines de personnes qui, malheureusement, n'ont rien pu faire, ou du moins pour être plus exacte, n'ont rien voulu faire, laissant le petit enfant se débattre dans les mains de son bourreau.

Depuis ce jour fatidique, les conversations tournent autour de l'incroyable nouvelle qui a ébranlé la population de Sétif : le meurtre incompréhensible, la mort injuste d'un petit enfant innocent. Cette disparition brutale a jeté la consternation et créé un sentiment d'impuissance chez la population. Même que dans certaines lieux de culte à Sétif, notamment à la mosquée Omar-Ibn Khatab, située à

quelques dizaines de mètres du lieu du drame, les imams ont axé leurs prêches du vendredi sur cet ignoble assassinat, un acte répréhensible et contraire à la religion. Ils ont fustigé l'indifférence des personnes présentes au moment des faits qui n'ont ni réagi pour sauver l'enfant ni encore appréhendé le meurtrier après avoir accompli son macabre forfait.

Depuis mardi, l'opinion publique à Sétif ne cesse de relancer le débat quant au rétablissement de la peine de mort en Algérie, qui, comme on le sait, a été suspendue en 1999, date de la première investiture du président Bouteflika. A cet effet, plusieurs initiatives

citoyennes commencent à voir le jour à travers la Toile et les réseaux sociaux. «La peine de mort existe réellement en Algérie, mais elle n'est appliquée que pour les victimes. Le gouvernement doit appliquer cette sentence divine contre les tueurs d'enfants et les criminels auteurs d'actes infâmes.

Pourquoi ne verra-t-on pas un jour une tête de criminel coupée ou encore une guillotine installée sur la placette de Bab Biskra (placette très connue à Sétif, ndlr) pour châtier les assassins ?», diront plusieurs Sétifiens, atterrés.

Pour ce qui est de l'enquête, elle se poursuit toujours pour tenter d'identifier et d'appréhender l'auteur des faits. Ce dernier reste toujours introuvable. «Aucune piste ne se dégage, l'enquête suit son cours», nous dit-on. Des propos qui résument l'im-

passe dans laquelle se trouvent les enquêteurs de la police judiciaire de Sétif. Depuis mardi, ils poursuivent leurs investigations afin d'identifier l'égorgeur qui, dans l'après-midi de mardi dernier, s'en est pris au petit Abderaouf.

A cet effet, le portrait rebot du présumé meurtrier, réalisé grâce aux témoignages de quelques personnes présentes sur le lieu du crime, a été placardé à travers les rues de Sétif et diffusé sur tout le territoire national. Est-ce l'œuvre d'un déséquilibré ? Ou est-ce un règlement de compte ? En attendant son arrestation pour trouver des réponses à ces interrogations, une certaine psychose s'est emparée de nombreuses familles sétifiennes qui se doivent dorénavant d'accompagner leurs enfants à l'école et de les surveiller constamment.

Imed Sellami